



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Annexe à la délibération n° 2026-11
du CC 02 du 12.05.2026

Le Président

Jérémy PRÉVOST

SOMMAIRE

		Article	Page
DISPOSITIONS GENERALES	Code Général des Collectivités Territoriales	1	3
	Institution du règlement intérieur	2	3
<u>CHAPITRE 1</u> ORGANISATION DES SEANCES	Périodicité des séances	3	4
	Convocations	4	4
	Ordre du jour	5	5
	Accès aux dossiers	6	6
	Questions écrites	7	6
	Questions orales	8	7
	Amendements	8 bis	7
<u>CHAPITRE 2</u> DEROULEMENT DES SEANCES	Présidence	9	8
	Accès et tenue du Public	10	8
	Secrétaire(s) de séance	11	9
	Quorum	12	9
	Suppléants et mandataires	13	10
	Police de l'assemblée	14	11
<u>CHAPITRE 3</u> ELABORATION DES DECISIONS	Déroulement de la séance	15	12
	Débat ordinaire	16	13
	Débat sur les orientations budgétaires	17	14
	Modalités de vote	18	14
<u>CHAPITRE 4</u> SUIVI DES SEANCES	Registre des délibérations	19	15
	Liste des délibérations	20	15
	Procès-verbal	21	15
<u>CHAPITRE 5</u> BUREAU ET COMMISSIONS	Bureau	22	16
	Commissions permanentes	23	17
	Toutes Commissions Réunies	24	18
	Conseil des Maires	25	18
<u>CHAPITRE 6</u> MODIFICATION DU REGLEMENT	Modifications	26	19

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

L'article L 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) prévoit que les règles relatives au fonctionnement des Conseils Municipaux (articles L 2121-9, 2121-11, 2121-12, 2121-19, 2121-22, 2121-22-1, 2121-27-1) sont applicables à l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions spécifiques relatives aux EPCI.

Afin de permettre une plus grande clarté de lecture, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales seront indiquées en caractère gras et les dispositions concernant les modalités d'application en italique.

ARTICLE 2 – INSTITUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil Communautaire établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au Tribunal Administratif.

Les modalités de fonctionnement du Conseil Communautaire sont désormais fixées par le C.G.C.T. et les dispositions du présent règlement.

CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES SEANCES

ARTICLE 3 – PERIODICITE DES SEANCES

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre.

Il existe 3 types de réunions :

- 1°) la réunion ordinaire : en principe 6 fois par an, de préférence un jeudi à 18 H 15.*
- 2°) la réunion ordinaire thématique et qui ne comporte qu'un faible nombre de questions regroupées autour, si possible, de ce seul thème et dont la caractéristique et/ou l'importance justifie que le Conseil Communautaire délibère sur ce seul sujet.*
- 3°) la réunion extraordinaire urgente au délai de convocation abrégé et devant être justifiée à l'ouverture (voir article 4)*

Le Conseil Communautaire se réunira dans une salle de réunion d'une des communes adhérentes de FLERS AGGLO sur décision du Président.

La date prévisionnelle de la prochaine réunion du Conseil Communautaire sera communiquée par Monsieur le Président à chaque séance du Conseil.

Le Président peut réunir le Conseil Communautaire chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximum de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil en exercice.

Dans ce cas le Président est tenu d'inscrire à l'ordre du jour, la ou les questions ayant fait l'objet de la demande de réunion.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

ARTICLE 4 – CONVOCATIONS

La convocation du Conseil Communautaire est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée [à la porte du siège], ou publiée.

Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion du Conseil Communautaire.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs, c'est à dire non compris le jour de l'expédition ni celui de la séance. Par exemple, pour une réunion fixée au jeudi, la convocation doit être expédiée le vendredi précédent avant minuit.

Le principe des 5 jours francs souffre une exception en application de l'article L 2121-12 al. 3 et 4 du CGCT :

« En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure ».

L'appréciation de l'urgence est un préalable qu'il convient de lever dès l'ouverture et le Conseil commettrait une irrégularité en débattant de la question au fond avant d'avoir clairement statué sur l'urgence.

ARTICLE 5 – ORDRE DU JOUR

Le Président fixe l'ordre du jour qui est annexé à la convocation et qui est porté à la connaissance du Public.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Communautaire.

En ce qui concerne l'application de cette disposition, sauf exception mentionnée sur l'ordre du jour (« rapports remis sur table ») les projets de délibérations seront joints à la convocation du Conseil Communautaire et les documents dont la délibération mentionne qu'ils sont annexés à celle-ci.

Après accord du Conseil Communautaire, Monsieur le Président pourra ajouter une ou des questions à l'ordre du jour, sous réserve qu'elles ne portent pas sur des problèmes importants. Il sollicitera l'accord préalable du Conseil Communautaire pour que la ou les questions soient ajoutées ou non à l'ordre du jour.

Sauf décision contraire du Président, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise à délibération et à l'approbation du Conseil, doit être préalablement soumise à une ou des commissions compétentes prévues au chapitre 5 du présent règlement. Ce principe d'examen préalable par une commission est applicable sous réserve que le sujet délibéré entre dans le champ de compétences des commissions.

Afin que les communes soient informées de la date du Conseil Communautaire, de son ordre du jour et des projets de délibérations inscrits à cet ordre du jour, les documents s'y rapportant seront adressés uniquement par voie électronique à chaque Collectivité.

ARTICLE 6 – ACCES AUX DOSSIERS

Tout membre du Conseil Communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté qui font l'objet d'une délibération.

Cette information sera faite par tous les moyens matériels appropriés en privilégiant les moyens informatiques et de télécommunications ou tout autre moyen de transmission dématérialisée.

Dès inscription d'une question à l'ordre du jour d'une commission permanente et, à fortiori, à celui du Conseil et jusqu'au jour de la prochaine séance ordinaire, les Conseillers Communautaires peuvent consulter le dossier concernant ladite question en l'état, au siège uniquement, aux heures ouvrables et après avoir pris téléphoniquement rendez-vous auprès du service des assemblées à la Direction de l'Administration Générale de FLERS AGGLO.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté au siège, par tout Conseiller Communautaire dans les conditions fixées ci-dessus.

Il est précisé que cette communication des documents administratifs ne concerne que des documents de portée générale et non des dossiers nominatifs et en particulier les dossiers des agents communautaires ou les dossiers concernant des personnes ou des sociétés pour lesquelles les agents de FLERS AGGLO chargés de les instruire le font dans le cadre de la discrétion professionnelle ou la confidentialité.

La publication des documents sous quelque forme que ce soit par le Conseiller Communautaire qui en a obtenu la communication relève de sa pleine responsabilité.

Hormis les cas prévus ci-dessus, toute question, demande d'information ou intervention d'un Conseiller auprès de l'Administration Communautaire devra être faite auprès du Directeur (trice) Général(e) des Services ou être adressée au Président par écrit.

ARTICLE 7 – QUESTIONS ECRITES

Chaque Conseiller Communautaire, ainsi que tout Maire d'une commune membre non conseiller communautaire, peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire relevant des compétences communautaires sans préjudice de l'application de l'article L 5211-39 du C.G.C.T. (rapport annuel d'activités de FLERS AGGLO)

Le Président répond aux questions écrites dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse.

Aucune question écrite ne pourra donner lieu à débat en séance publique, cette procédure étant réservée aux questions orales (voir article 8)

ARTICLE 8 – QUESTIONS ORALES

Les Conseillers Communautaires ont le droit d'exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la Communauté. Le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.

Cette procédure est réservée aux seules séances ordinaires non thématiques telles que définies à l'article 3 du présent règlement.

L'exposé des questions orales intervient après l'examen de la dernière délibération inscrite à l'ordre du jour.

Monsieur le Président demandera aux Conseillers Communautaires après épuisement de l'ordre du jour si des questions orales sont à poser.

Chaque question ne peut comporter qu'un objet unique.

Afin de permettre son annexion au procès-verbal, elle doit être rédigée par l'intervenant et remise au Président aussitôt après avoir été exposée.

Il y sera obligatoirement répondu immédiatement si le Président estime disposer des éléments nécessaires pour y répondre sur-le-champ ou au cours de la prochaine réunion ordinaire.

ARTICLE 8 bis – AMENDEMENTS

Des amendements peuvent être déposés sur toutes les affaires inscrites à l'ordre du jour du conseil communautaire.

Ils doivent être motivés, rédigés et signés par le ou les conseillers communautaires rédacteurs et remis au président de la communauté au plus tard 48 heures avant la tenue de la séance où sont examinées les affaires qui font l'objet de l'amendement.

CHAPITRE 2 : DEROULEMENT DES SEANCES

ARTICLE 9 – PRESIDENCE

Le Président, et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Communautaire.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Conseil Communautaire élit son président de séance.

Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

La Présidence de séance lors du vote du compte administratif sera assurée par le Premier Vice-Président et en son absence par un Vice-Président désigné en suivant l'ordre du tableau.

ARTICLE 10 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC

Les séances des Conseils Communautaires sont publiques.

Les séances du Conseil Communautaire pourront être également retransmises par les moyens de communication audiovisuelle adaptée (enregistrement vidéo ; internet ; etc....).

Nulle personne étrangère au Conseil ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans la partie de la salle réservée à l'assemblée : seuls les Conseillers ainsi que les fonctionnaires territoriaux et personnalités dûment autorisés par le Président, y ont accès.

Un emplacement spécial est réservé aux journalistes.

Le Public est admis à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le Public doit s'abstenir de toute marque d'approbation ou de désapprobation susceptible d'influencer la décision de l'assemblée délibérante.

Un emplacement spécial est réservé aux délégués suppléants qui peuvent assister au Conseil sans voix délibératives.

Néanmoins, et en application de l'article L 5211-11 al. 2, sur la demande de cinq Membres ou du Président, le Conseil peut décider, sans débat, à la majorité absolue des Membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La procédure du huis clos doit être réservée à des matières exigeant une certaine confidentialité des débats (gestion du personnel ; projets immobiliers ; localisation d'entreprises par exemple)

ARTICLE 11 – SECRETAIRE(S) DE SEANCE

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Communautaire nomme, après avoir sollicité les Conseillers, un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

D'ordinaire, la proposition du Président ne donne pas lieu à contestation. Néanmoins, si 1/3 des Conseillers présents au moins le réclame, la désignation du Secrétaire interviendra au scrutin secret aussitôt après l'appel nominal et la validation des procurations.

Le Secrétaire de séance vérifie en permanence que le quorum est atteint, assiste le Président pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins Il signe les délibérations (Article 2121-23 CGCT).

Le Président peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des secrétaires auxiliaires, fonctionnaires de FLERS AGGLO, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Peuvent assister aux séances du conseil : le Directeur général de la Communauté ou son représentant, les fonctionnaires du service Administration Générale de FLERS AGGLO ainsi que, le cas échéant, tout autre fonctionnaire territorial ou personne qualifiée concernés par l'ordre du jour et invités par le Président.

Ces fonctionnaires ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la Fonction Publique.

Le Directeur Général des Services, ou un autre fonctionnaire, procède à l'appel nominal dès l'ouverture de la séance, vérifie la validité des procurations et alerte le Président dès qu'une irrégularité lui paraît se produire dans le fonctionnement du Conseil.

ARTICLE 12 – QUORUM

Le Conseil Communautaire ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum impliquant la présence physique, les pouvoirs ne peuvent être pris en compte dans le calcul.

*Pour un effectif de **77** membres, le quorum s'élève à plus de la moitié, c'est-à-dire **39**.*

Le quorum doit être atteint, non seulement en début de séance, mais aussi lors du vote de chaque décision. Il importe donc de s'assurer que le quorum est toujours réuni non seulement à l'ouverture de la séance mais pour chaque délibération portée à l'ordre du jour.

Si après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Conseil Communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

ARTICLE 13 – SUPPLEANTS ET MANDATAIRES

Tout conseiller empêché d'assister à une séance du conseil de communauté est tenu d'en informer le président avant chaque séance et de prévenir son suppléant.

Le suppléant siègera avec voix délibérative en cas d'absence du titulaire (art L.5211-6 CGCT).

En cas d'absence du suppléant relevant de sa commune ou s'il n'existe pas de suppléant dans sa commune, le conseiller absent à une séance peut donner à un conseiller communautaire titulaire de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Il ne peut être valable que pour une seule séance (Article 2121-20 CGCT).

Si un conseiller suppléant se présente, en début de séance ou en cours de séance, alors que le conseiller titulaire a donné pouvoir écrit en son nom, le pouvoir écrit tombe et le conseiller suppléant siège au lieu et place du titulaire.

Les procurations sont définitivement validées avant l'appel nominatif effectué en début de séance.

Les procurations doivent être remises au Directeur Général par un Conseiller Communautaire au plus tard avant l'appel nominal pour être citées publiquement.

Les procurations peuvent être adressées au plus tard deux heures avant l'heure de début du Conseil Communautaire également à l'Administration Générale de FLERS AGGLO par voie postale, fax ou voie électronique, et dans tous les cas avant 17 heures.

Un Conseiller Communautaire peut indiquer dans son pouvoir et par ordre de préférence les Conseillers Communautaires auxquels il donne pouvoir dans la limite de trois dans l'hypothèse où il aurait une incertitude sur la présence à la séance du Conseil Communautaire du ou des Conseillers auxquels il souhaite donner pouvoir.

Tout Conseiller étant amené à quitter la salle des délibérations a la faculté de donner pouvoir pour tout ou partie de la séance restant à courir. Mention de la procuration est donnée lors du vote suivant.

ARTICLE 14 – POLICE DE L'ASSEMBLEE

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou délit, il en dresse un procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

Le Président fait respecter le présent règlement.

Il rappelle à l'ordre, expulse ou poursuit tout membre du Public qui s'en écarte.

Les infractions au présent règlement, commises par les Conseillers Communautaires, ou toute attitude ou acte ou parole désobligeante voire diffamatoire à l'égard d'un autre Conseiller Communautaire ou contraire à la Loi en ce qui concerne les atteintes aux personnes font l'objet des sanctions suivantes sans préjuger des poursuites pénales encourues :

1°) Rappel à l'ordre

Est rappelé à l'ordre par le Président tout Conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

2°) Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal

Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal par le Président tout Conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre. Dans ce cas, le Conseil peut, sur proposition du Président, décider d'interdire la parole au contrevenant pour le reste de la séance : le vote se fait alors sans débat, au scrutin public (voir article 18).

3°) Expulsion

Si ledit conseiller persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le Président peut décider de le suspendre de la séance et le faire expulser.

CHAPITRE 3 - ELABORATION DES DECISIONS

ARTICLE 15 – DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le Président :

- 1°) *procède à l'ouverture de la séance après avoir constaté que le quorum était atteint (voir article 12)*
- 2°) *fait nommer le secrétaire de séance (voir article 11) qui sera assisté d'un secrétaire auxiliaire*
- 3°) *fait procéder à l'appel nominal et à la validation des procurations (voir article 13)*
- 4°) *donne lecture des éventuelles communications préalables qui ont pour objet, soit de communiquer à l'assemblée les résultats d'un appel d'offres décidé lors d'une séance précédente, soit de donner au Conseil une information que le Président estime nécessaire à la poursuite de ses travaux.*
- 5°) *accorde immédiatement la parole en cas de réclamation formelle concernant l'ordre du jour et y répond immédiatement.*
- 6°) *aborde les points de l'ordre du jour tels qu'ils figurent dans la convocation ; il lui est toutefois possible de modifier **éventuellement** l'ordre de présentation des questions inscrites à l'ordre du jour.*
- 7°) *fait adopter le procès-verbal de la séance ordinaire précédente ainsi que celui ou ceux, lorsqu'ils sont établis, des éventuelles séances extraordinaires tenues entre-temps (voir article 22)*
- 8°) *rend compte au conseil Communautaire des décisions prises par délégation en application de l'article L 5211-10 du CGCT*
- 9°) *apporte, après épuisement de l'ordre du jour, sa réponse aux questions orales de la précédente réunion ordinaire (voir article 8)*
- 10°) *fait exposer les questions orales de la séance en cours.*
- 11°) *annonce, sans que cela lui crée d'obligation, la date prévisible de la ou les prochaines réunions du Conseil.*
- 12°) *prononce la clôture de la séance.*

Suspension de séance :

Elle est de droit quand elle est décidée par le Président, elle est mise aux voix des seuls Conseillers présents lorsqu'elle est demandée par 5 d'entre eux au moins.

Le Président en fixe la durée et décide de la reprise des débats

ARTICLE 16 – DEBAT ORDINAIRE

Chaque projet de délibération inscrit à l'ordre du jour fait l'objet d'une présentation par le Président ou les rapporteurs désignés par lui à savoir et en principe le Vice-Président concerné. Cette présentation devra en particulier souligner les décisions à prendre par le Conseil Communautaire et leur portée juridique et/ou financière.

Cette présentation peut être, si nécessaire, précédée ou suivie d'une intervention du Président.

La forme de la présentation ou de l'intervention peut être orale et accompagnée le cas échéant d'une présentation visuelle par les moyens et supports informatiques appropriés.

Des plans ou illustrations peuvent être affichés et présentés aux Conseillers Communautaires.

Cette présentation ne devra pas avoir pour objectif de refaire les présentations et explications effectuées en Commissions Communautaires mais de souligner les principaux points abordés lors de ces commissions (cf. article 24).

Aucun Membre du Conseil ne peut prendre la parole sans l'avoir demandée et obtenue du Président.

Lorsqu'un Conseiller s'écarte de la question ou se livre à des interruptions ou à des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président, qui peut faire application des dispositions prévues à l'article 14.

Les Conseillers prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président.

Au-delà d'un délai raisonnable d'intervention, le Président peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Dans le cas où les débats viendraient néanmoins à excéder une durée normale, le Conseil est appelé, sur proposition du Président, à fixer de manière exhaustive et définitive, le nombre d'intervenants et le temps de parole imparti à chacun d'entre eux.

Au terme de la discussion, le projet de délibération tel qu'il a été établi et présenté peut être modifié, corrigé, complété sur proposition de Monsieur le Président qui fera lecture au Conseil du rapport définitif mis au vote. Le projet de délibération peut également sur proposition de Monsieur le Président être retiré de l'ordre du jour de la séance du Conseil Communautaire.

ARTICLE 17 – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Le budget de la Communauté est proposé par le Président et voté par le Conseil.

Un débat a lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai, de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Au cours de la séance ordinaire précédant l'examen des Budgets Primitifs aura lieu chaque année, dans le délai imparti, un débat sur les orientations budgétaires donnant lieu à délibération.

Il sera établi les documents nécessaires pour tous les budgets contenant les informations financières et fiscales à moyen terme et la prise en compte des projets de la Communauté afin que le Conseil puisse mesurer et connaître les marges de manœuvre dont il dispose pour conduire à bien la politique communautaire dans le respect des règles budgétaires et fiscales prudentielles.

ARTICLE 18 – MODALITES DE VOTE

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Ne sont pas pris en compte les bulletins blancs, les bulletins nuls, les abstentions, les réponses ou votes assortis de conditions ou ambigus.

En cas de partage égal des voix et sauf le cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil Communautaire vote de l'une des 3 manières suivantes :

1°) au scrutin public à main levée :

C'est la procédure ordinaire, le résultat en étant constaté par le Président et le Secrétaire de séance.

2°) au scrutin public :

Par appel nominal dans l'ordre du Tableau

- lorsque le huis-clos est requis (voir article 10)*
- en cas d'interdiction de parole (voir article 16)*
- ou si demandé par le ¼ des membres présents*

3°) au scrutin secret :

- à chaque fois que le 1/3 des Membres présents le demande*
- ou pour toute nomination autre que celle du Secrétaire de séance*

CHAPITRE 4 : SUIVI DES SEANCES

ARTICLE 19 – REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par le Président et le secrétaire de séance (L. 2121-23 du CGCT)

ARTICLE 20 – LISTE DES DELIBERATIONS

Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil communautaire est affichée au siège et mise en ligne sur le site internet de Flers Agglo (Article L 2121-25 du CGCT).

La liste des délibérations comporte la date de la séance et mentionne l'objet de l'ensemble des délibérations en présentant le dispositif des délibérations et le sens des votes des membres du conseil : il est affiché et mis en ligne sur le site internet dans le délai d'une semaine.

ARTICLE 21 – PROCES-VERBAL

Les séances du Conseil Communautaire donnent lieu à l'établissement du procès-verbal des débats sous une forme synthétique.

Les Conseillers Communautaires qui souhaiteraient que leur intervention soit reprise in extenso dans la rédaction du procès-verbal devront remettre au Secrétaire de séance leur intervention rédigée par écrit.

Le procès-verbal est mis aux voix pour adoption à la séance ordinaire qui suit son établissement. Les Conseillers ne peuvent intervenir, à cette occasion, que pour une rectification à apporter à sa rédaction. L'intervention doit être brève et mention en est faite en marge du procès-verbal visé. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal.

CHAPITRE 5 : BUREAU ET COMMISSIONS

ARTICLE 22 – BUREAU

Le Bureau de FLERS AGGLO est composé du Président, des Vice-Présidents et éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le Bureau de FLERS AGGLO n'ayant pas reçu de délégation au sens de l'article L 5211-10 du CGCT, son rôle consiste sous l'autorité du Président à préparer et à suivre les décisions adoptées par le Conseil Communautaire et à assister le Président dans la gestion et l'administration de FLERS AGGLO.

Il peut entendre, à sa demande, les délégués du conseil communautaire siégeant au sein des organismes extérieurs. En particulier, les vice-présidents du SIRTOM issus de l'assemblée communautaire de FLERS AGGLO seront entendus par le Bureau autant que de besoins.

La réunion du Bureau de FLERS AGGLO est provoquée et présidée par le Président ou, en cas d'empêchement, par un Vice-Président dans l'ordre des nominations.

Le Bureau se réunit chaque semaine sauf empêchement.

Un compte rendu de réunion est établi et est diffusé par voie électronique aux services communautaires et aux Vice-Présidents.

La séance n'est pas publique.

Y assistent le Directeur Général des Services de la Communauté ou son représentant et éventuellement tout fonctionnaire territorial chargé du dossier qui sera discuté en Bureau ou si cela s'avère nécessaire toute personne qualifiée conviée par le Président.

Les services communautaires sous l'autorité du Directeur (trice) Général(e) des Services sont chargés de préparer les dossiers et documents nécessaires à la réunion du Bureau.

ARTICLE 23 – COMMISSIONS PERMANENTES

Le Conseil Communautaire peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres.

Il est de bonne gestion que le conseil forme ses commissions permanentes et attribue à chacune d'entre elles le secteur de compétences dévolu à chacun des vice-présidents.

Ces commissions se réunissent avant la réunion ordinaire du Conseil Communautaire afin d'étudier et de discuter des projets de délibérations qui seront soumis à approbation du Conseil. Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence ne soit exigé.

Le Vice-Président compétent peut également soumettre à avis de la Commission un dossier qui ne donnera pas lieu à délibération.

Le Président de FLERS AGGLO est Président de droit de toutes les Commissions, un Vice-Président pouvant procéder aux convocations et présider la séance en son absence sera désigné lors de la première réunion.

Les commissions sont réparties au sein d'« ensembles ». Les commissions de chaque ensemble se réunissent le même jour au même endroit étant précisé qu'il est dans la nature des choses que l'ensemble chargé des Finances et du Personnel siège en dernier de manière à avoir connaissance des incidences financières des propositions des autres ensembles et commissions.

Y assistent, à titre consultatif, tout fonctionnaire territorial de FLERS AGGLO ou des personnes qualifiées, lorsqu'ils y ont été conviés par le Président.

Un compte rendu est établi sur un cahier coté destiné à cet effet. Ce cahier est signé à chaque réunion par l'ensemble des participants et remis dans les meilleurs délais à l'Administration Générale de la Communauté. Ce cahier est visé par le Président de la Communauté.

Le Vice-Président du secteur concerné est le rapporteur chargé de présenter l'avis de la commission au Conseil Communautaire lorsque la question vient en délibération devant celui-ci. Il peut déléguer cette tâche à un membre de sa commission.

ARTICLE 24 – TOUTES COMMISSIONS REUNIES

Afin de préparer un Conseil Communautaire thématique ou ordinaire, ou de recueillir l'avis préalable de l'ensemble des Conseillers Communautaires sur un dossier ou un projet particulièrement important, le Président peut convoquer l'ensemble des Commissions en la forme dite Toutes Commissions Réunies (T.C.R). Dès lors, le Président de FLERS AGGLO peut décider ne pas réunir les commissions thématiques décrites à l'article 24.

Cette réunion ne donne pas lieu à la rédaction d'un compte rendu et n'est pas publique.

ARTICLE 25 – CONSEIL DES MAIRES

Le conseil des Maires comprend le Président de Flers Agglo ainsi que l'ensemble des maires des communes membres de FLERS AGGLO et les Maires délégués issus de communes nouvelles.

Y assistent, à titre consultatif, tout fonctionnaire territorial de FLERS AGGLO ou des personnes qualifiées, lorsqu'ils y ont été conviés par le Président.

Le conseil des Maires a un rôle consultatif.

Les Maires peuvent être représentés au conseil Maires par leur 1^{er} adjoint.

Le conseil des Maires étudie et se prononce sur les dossiers stratégiques susceptibles d'impacter le fonctionnement du bloc communal et le projet de territoire de FLERS AGGLO.

Il peut aussi prévoir, sur proposition du Président, la constitution de groupe de travail entre Flers Agglo et les communes sur une thématique particulière afin de formuler des propositions.

Le conseil des Maires est présidé par le Président de FLERS AGGLO.

Le Président après avis favorable du bureau convoque les réunions et fixe l'ordre du jour. Elle se réunit également, dans la limite de quatre réunions par an, à la demande d'un tiers des maires (L.5211-11-3).

Le conseil des Maires se réunit à la Mairie de Flers, salle du Conseil Municipal. Toutefois, le conseil des Maires pourra se réunir dans une salle de réunion d'une des communes adhérentes de FLERS AGGLO sur décision du Président.

Le conseil des Maires se réunit autant de fois que nécessaire.

Le secrétariat du conseil des Maires est assuré par les services communautaires de FLERS AGGLO sous l'autorité de la Direction Générale des Services.

CHAPITRE 6 : MODIFICATION DU REGLEMENT

ARTICLE 26 – MODIFICATIONS

Le présent règlement pourra, à tout moment, être modifié par le Conseil Communautaire :

- *sur proposition du Président*
- *à la demande d'1/3 des membres en exercice du Conseil Communautaire.*